

Samedi 20 juin 2015

J.H.M

Actualités

SOCIAL

La trésorerie de Vignory appelée à fermer

La trésorerie de Vignory est vouée à la fermeture. L'information a été révélée il y a une semaine par la direction départementale des Finances publiques aux élus - qu'elle rencontrera le 23 juin -, aux agents concernés et aux représentants du personnel.

«**E**n deux ans, ce sont quatre trésoreries et un service des impôts des

entreprises du département qui auront donc été fermés», déplore Rachel Sugneau, secrétaire de la



Hélène Fauvel et Rachel Sugneau ont présidé les travaux de la section FO des finances publiques.

section FO-FP 52, en assemblée générale hier matin dans les locaux du Strike à Chaumont*. «Notre crainte, c'est qu'à l'avenir, il n'y ait plus que trois ou quatre gros pôles en zone rurale», ajoute Hélène Fauvel, secrétaire générale du syndicat national FO-FP. Au 1^{er} janvier, il n'y aura donc plus que quinze trésoreries en Haute-Marne*. «Il y en avait 30 voici une dizaine d'années», précise Rachel Sugneau, dont la section a terminé en tête lors des élections professionnelles en décembre.

Parmi les autres sujets d'inquiétude évoqués hier, figure le projet de prélèvement de l'impôt à la source, annoncé à la fin de la campagne de déclaration des revenus. «C'est un mépris pour l'investissement professionnel des agents», selon Hélène Fauvel, pour qui ce projet remet en cause le principe d'égalité républicaine, aura des conséquences sur la trésorerie de l'État, et portera sérieusement atteinte aux règles de confiden-

tialité. «L'employeur pourra refuser une augmentation à un salarié en invoquant le salaire de son conjoint, ou des revenus fonciers qu'il ne devrait pas connaître», note Rachel Sugneau.

Enfin, FO rappelle sa farouche opposition au projet de réforme territoriale. Outre que le citoyen sera de plus en plus éloigné des centres de décision, le syndicat craint que les fonctionnaires ne passent, à terme, sous la coupe des présidents de Région, dont «certains revendiquent déjà la maîtrise de la fiscalité».

D'une façon générale, FO soupçonne sa direction générale de vouloir «un repli généralisé du maillage territorial, y compris en zone urbaine».

L. F.

* Par ailleurs, à compter du 1^{er} septembre, un Pôle de contrôle des revenus sera constitué à Chaumont. Les contribuables bragards - mais pas ceux de Joinville et de Langres - relèveraient notamment de sa compétence.